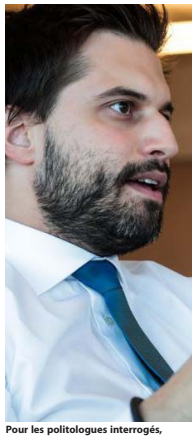
POLITIQUE

Comment le MR a remplacé le PS comme ennemi politique numéro un en Flandre

Le MR, plus que le PS, est désormais la cible des attaques au nord du pays. Pourquoi ? Le changement de stratégie de la N-VA, le positionnement du MR et la personnalité de son président jouent.

ANALYSE
MARTINE DUBUISSON



Pour les politologues interrogés, la personnalité de Georges-Louis Bouchez n'est pas étrangère au changement de perception du MR, désormais plus négative en Flandre. © PIERRE-YVES THIENPONT

Paul Magnette : sa démarche conjointe avec Bart De Wever « a changé l'imaginaire, d'autant qu'elle se doublait d'une ouverture à une réforme de l'Etat », estime Pascal Delwit. © BELGA

Pendant des années, les critiques les plus virulentes émises en Flandre, dans la sphère politique voire médiatique, concernaient le PS. Désormais, les tirs ciblent plutôt le MR, devenu en somme l'ennemi politique numéro un au nord du pays, en lieu et place du parti socialiste.

« En quelques mois », confirme Pascal Delwit, politologue à l'ULB, « il y a, dans l'imaginaire, l'idée que le PS n'est plus l'ennemi public ou la chose la plus horrible que l'on puisse imaginer. » « Ce n'est pas que le PS est tout à coup vu, dans les cercles conservateurs flamands, comme un partenaire amical », précise son collègue Carl Devos (UGent), « mais il n'est plus le seul à être perçu comme un grand opposant : le MR aussi. »

La N-VA, surtout, a fait du PS son principal adversaire francophone, avant de cibler le MR ; en tant que premier parti flamand, à la communication bien rodée, « son discours a une indéniable résonance », ajoute Dave Sinardet (VUB).

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi le MR est-il devenu « la » cible en lieu et place du PS ? Nos trois politologues pointent les raisons principales.

1

La nouvelle stratégie N-VA

Historiquement, explique Dave Sinardet, « l'ennemi du mouvement flamand était surtout l'élite francophone : pas nécessairement l'ouvrier wallon, représentéé par le PS, mais le bourgeois francophone, dont le MR est plus vu comme l'héritier ». Mais graduellement, et notamment en 2014, « la N-VA change de stratégie : elle met son programme communautaire au frigo pour privilégier un programme économique. Sur l'axe gauche-droite, c'est donc le PS qui est l'ennemi, le MR devenant un allié. » En 2019, nouveau tournant : « La N-VA laisse un peu tomber le socio-économique pour privilégier le communautaire. Aujourd'hui, ce n'est donc plus le MR l'allié et le PS l'ennemi, mais l'inverse : le MR est vu comme un problème, ayant des difficultés à accepter le compromis PS-N-VA qui est plutôt à gauche sur le socio-économique et nationaliste ou régionaliste sur le communautaire. »

Carl Devos pointe aussi l'élément communautaire : « Le MR est le parti francophone le plus flamand sur le plan socio-économique, mais son positionnement communautaire, surtout avec Georges-Louis Bouchez, est vu comme une provocation. La perception est qu'avec le PS, parti régionaliste, il est possible de conclure un accord, mais pas avec le MR, qui mène une offensive belgicaine, veut une refédéralisation. »

2

Les changements au MR

Les changements à la tête du MR ont aussi une incidence sur le changement d'ennemi. « Charles Michel était populaire du côté flamand et avait une méthode de travail favorable à la Flandre, une capacité à nouer des compromis », relève ainsi Pascal Delwit. « Il n'était certainement pas vu comme un Premier ministre hostile. Aujourd'hui, il n'y a plus, à la tête du MR, ni Charles Michel, ni Didier Reynders qui avait également ses réseaux en Flandre. »

Durant la suédoise, le regard posé depuis la Flandre sur le MR est globalement positif. Mais, précise Carl Devos, ce regard commence à changer à la fin du mandat de Charles Michel, lorsque la N-VA quitte le gouvernement en décembre 2018 : « Depuis le Pacte de Marrakech, Charles Michel était devenu surtout le président du MR, pas le Premier ministre de tout le monde. A l'époque déjà, il y avait des insultes réciproques, des mots très durs, des frustrations des deux côtés. Cela n'a donc pas commencé avec Georges-Louis Bouchez. Quand Charles Michel affirme par exemple qu'il est du bon côté de l'histoire en acceptant le pacte de Marrakech, c'est perçu comme une sorte d'arrogance, suggérant que sa vision est supérieure. Sous Michel déjà et surtout sous Bouchez, le MR est dès lors ressenti comme un parti qui sous-estime les intérêts flamands. Mais c'est avant tout émotionnel. »

Négociations fédérales : Egbert Lachaert donnera sa coalition favorite au Roi vendredi si…

Le missionnaire royal, Egbert Lachaert (Open VLD) est attendu vendredi pour rendre son premier rapport au Roi. D'ici là, il a prévu de reparler avec tous les partis prêts à former une coalition au fédéral. Il donnera sa composition favorite au souverain, à condition que tous les participants potentiels lui aient donné un « oui » formel. À en croire la plupart des négociateurs, Lachaert viserait une Vivaldi à savoir : libéraux, socialistes, écologistes et le CD&V (voire le CDH). Le « oui » qui pose le plus de soucis, c'est celui des démocrates-chrétiens flamands.

Lundi, le président du parti Joachim Coens a laissé entendre que cette option – sans la N-VA – n'était plus tout à fait inimaginable. Cela ne veut pas dire qu'elle se fera. Les centristes attendent que Lachaert vienne avec des propositions concrètes répondant à leurs attentes. Le temps que ceux-là se reparlent et s'apprivoisent, il risque d'être trop tard pour réunir tous les potentiels participants de Vivaldi autour d'une même table avant vendredi. Avec un « oui » du CD&V, on prévoit une accélération dès la semaine prochaine. À confirmer… MAXIME BIERMÉ

3

La présidence de Bouchez

Georges-Louis Bouchez, on y revient. Pour nos trois politologues, sa personnalité n'est pas étrangère au changement de perception du MR, désormais plus négative en Flandre. « C'est un tout autre président que Charles Michel », analyse Pascal Delwit. « A tous points de vue : en communication, en négociation et dans son rapport au fédéralisme belge. Il est présenté comme un belgicain, même si c'est exagéré, et il entretient cette image. Il y a dès lors une double vision de Bouchez, donc du MR : il est perçu comme peu ouvert aux revendications classiques de régionalisations et une espèce de chien fou en communication. Et donc comme moins crédible que Reynders et Michel. »

« Le MR n'est plus le MR de Didier Reynders, qui avait de bons contacts en Flandre, parlait bien le néerlandais », appuie Carl Devos. « L'impression était qu'on pouvait trouver des accords avec lui, qu'il connaissait et respectait les intérêts flamands. » Il cite les dossiers éthiques pour montrer que ce n'est pas ainsi qu'est perçu Bouchez : « Il voulait passer au vote sur l'IVG parce qu'une majorité au Parlement le voulait ; mais pour le groupe conservateur flamand, c'est la preuve qu'il ne prend pas en compte les sensibilités flamandes. Il est sans doute très intelligent, mais du côté flamand, on le voit comme un pyromane. » « Cela irait mieux si Bouchez pouvait communiquer en néerlandais », juge Dave Sinardet. Qui relève aussi « ses relations difficiles avec d'autres présidents, pas seulement en Flandre d'ailleurs. »

4

L'impression que le MR bloque

C'est l'antienne du moment, qui joue aussi contre le MR en Flandre, même si Georges-Louis Bouchez s'en défend âprement : « On le soupçonne, peut-être pas complètement à tort, de pas être très pressé de former un gouvernement puisqu'il dispose dans la coalition Wilmès de sept ministres, dont la Première », affirme Dave Sinardet.

Pascal Delwit ne dit pas autre chose : « Il y a cette représentation que toute solution est bloquée par le MR qui veut garder la situation actuelle, très avantageuse pour lui. Or, du côté flamand, il n'y a pas une énorme considération pour le personnel ministériel du MR… »

« L'impression est que le MR n'a pas livré les ministres les plus forts, même Sophie Wilmès qui est moins populaire en Flandre que du côté francophone », estime aussi Carl Devos. Qui confirme le soupçon de blocage : « Vrai ou pas, la plupart des politiques pensent que Bouchez veut un gouvernement Wilmès III, et donc empêcher une nouvelle coalition. Même aujourd'hui, autour de la table de négociation, certains doutent qu'il veuille des solutions, qu'il veuille autre chose qu'un Wilmès III. Jusque dans les partis plus proches du MR, comme l'Open VLD, certains se demandent ce que veut M. Bouchez. »

5

L'effet miroir avec le PS

Alors, le contraste grandit avec le PS. « En miroir », décode en effet Pascal Delwit, « il y a la démarche du PS qui a été loin avec la N-VA en juillet, répondant à l'idée que le résultat électoral voulait que PS et N-VA négocient. La démarche conjointe des présidents Magnette et De Wever a changé l'imaginaire, d'autant qu'elle se doublait d'une ouverture à une réforme de l'Etat. Le MR, lui, fait l'inverse : refusant une réforme visant à régionaliser toujours davantage de compétences et étant perçu comme très belgicain et un élément de blocage. »

Alors oui, ajoute Carl Devos, « le PS défend une vision très différente et d'autres intérêts que la N-VA, mais cela entraîne un certain respect, ils se comprennent. Le PS est vu comme un partenaire stable, avec lequel on peut faire des accords, entre gentlemen. »

Tandis que « le côté pro-belge du MR », conclut Dave Sinardet, « en fait désormais un adversaire pour la N-VA, qui a remis le communautaire à l'avant-plan. »

Mais dans le flou politique actuel, toutes ces perceptions, cet imaginaire pourraient (re)changer rapidement…

CARTE BLANCHE

Olivier Maingain, ancien président de DéFI

De l'impossibilité de former un gouvernement fédéral à l'impossible Belgique ?

Le responsable politique en appelle à une prise de conscience et un sursaut des partis francophones dans les négociations fédérales.

Depuis les élections du 26 mai 2019, les partis politiques cherchent désespérément la formule d'une majorité gouvernementale au Parlement fédéral.

Passons sur les revirements et propos changeants de la plupart des présidents de parti, du côté francophone certainement, quant à leurs préférences d'alliance, ou leur refus d'être associés à tel ou tel parti. Il y aurait beaucoup à en dire quant à leur manque de constance, qui doit donner le tournis à plus d'un électeur en droit d'exiger le respect des engagements pris au moment de la campagne électorale. De quoi faire réfléchir les citoyens s'ils étaient appelés à retourner aux urnes pour tenter de sortir de l'impasse. Mais il faudra alors avoir le courage de poser les vraies questions sur l'avenir du pays. (…)

En réalité, à l'exception, évidemment, du président de la N-VA, aucun président invité aux préliminaires d'une négociation ne sait de quel pays il veut et sur quelles bases il faut soit le maintenir en l'état, soit envisager le « grand saut institutionnel » que certains dirigeants politiques préparent inconsciemment, car ils se gardent d'évaluer les conséquences de leur inaction. La mission Magnette/De Wever aura eu pour seul mérite, très relatif vu l'impréparation francophone, de révéler ce que les dirigeants francophones auraient dû pressentir depuis l'échec du gouvernement de Charles Michel. (…)

« Gouvernement auxiliaire »

La N-VA a gravé, dans la conscience politique flamande, la conviction que le gouvernement belge n'est plus qu'un gouvernement auxiliaire de celui de la Flandre et qu'il ne peut en aucun cas faire obstacle à la volonté de la Flandre majoritaire. C'est à cette dure réalité que Paul Magnette a été confronté. Faute d'avoir la maîtrise de la situation, il s'est résigné à assumer le duo royal avec Bart De Wever, croyant en limiter les inconvénients alors qu'il n'avait pas d'ambition francophone à affirmer en réponse au projet d'évanescence de l'Etat belge imposé par Bart De Wever. (…) La seule réponse serait-elle de gagner du temps, mais pour quel choix et donc pour quel pays en définitive : fédéralisme rénové, confédéralisme plus ou moins avoué ou séparatisme ?

Oui, nous devons avoir l'honnêteté de reconnaître que les francophones sont au mieux conscients de la nécessité de préparer le rendez-vous institutionnel mais indigents quant à la façon de l'assumer, au pire dans le déni d'une réalité qui, pour certains, semble les dépasser au point qu'il ne leur reste plus qu'à pousser une sorte de complainte belgicaine qui résonne comme un aveu d'impuissance. Que cela nous plaise ou non (…), la Flandre s'affirme comme un Etat et s'en donne, à chaque réforme institutionnelle, les attributs et pouvoirs, ayant dépassé depuis longtemps le débat stérile entre région et communauté qui ne passionne que des francophones effarés. Cette évidence nous oblige, Wallons et Bruxellois, à prendre notre destin en main. La nécessité devrait nous en donner le courage, faute d'avoir eu, par lucidité en temps opportun, l'audace d'en faire une force.

Enjeu économique et social

Le moment n'est pas de se lancer, entre francophones, dans de vaines querelles entre les partisans du tout à la Région ou ceux de la Fédération réaffirmée. Car l'enjeu est avant tout économique et social, et donc financier. (…) Comme nous devrons gérer au mieux nos maigres moyens budgétaires pour assumer nos besoins essentiels, ceux qui contribueront à notre prospérité future, nous devons avoir pour seule ligne directrice, celle de l'efficacité des moyens alloués au regard des résultats à obtenir. Si ensemble, Wallons et Bruxellois, nous sommes plus forts par l'addition de nos capacités budgétaires et autres, donnons-nous les leviers politiques d'atteindre l'objectif. Si, séparément, nous pouvons assumer certains choix au plus près de la réalité locale ou régionale, laissons la décision au niveau de pouvoir le plus approprié. L'important est d'avoir une gouvernance souple, exemplaire, simplifiée, en commençant par la diminution du nombre de mandataires, tous niveaux de pouvoir francophones confondus. Nous avons un devoir d'exigence par nous-mêmes et pour nous-mêmes, non pour plaire aux forces qui ont toujours dénigré Bruxelles et la Wallonie, mais pour donner le meilleur de nous-mêmes. A cet égard, la qualité de notre enseignement et de notre formation est une priorité absolue. Nous avons à construire le fédéralisme de l'efficacité francophone, seule voie pour ne pas tomber dans une forme de vassalisation que la Flandre ne nous demande pas mais qu'elle ne dédaignerait pas si nous y consentions. Mais nous en serions seuls responsables. Et l'intelligence que nous mettrons à construire une solidarité réussie entre la Wallonie et Bruxelles servira peut-être de référence dans nos relations avec la Flandre pour vérifier si une Belgique a encore une signification commune suffisante. Mais, si la Flandre, malgré sa haute stature intellectuelle et culturelle, se laissait définitivement emporter par le nationalisme de l'égoïsme, la Wallonie et Bruxelles ne seraient à tout le moins pas prises au dépourvu. Et nous n'aurions pas à subir le fardeau d'une histoire qui ne serait pas la nôtre.

ABONNÉS
LE SOIR +
La version intégrale de la carte blanche d'Olivier Maingain est à lire sur notre site plus.lesoir.be
plus.lesoir.be

BRUXELLES

Benoît Hellings : « Bruxelles a besoin d'une piscine naturelle à ciel ouvert »

L'échevin des Sports de la Ville en fait une priorité : « Avec la systématisation des épisodes de chaleur, nous devons garantir l'accès à l'eau pour tous ». Quatre emplacements sont à l'étude.

VÉRONIQUE LAMQUIN

Une piscine à ciel ouvert de 50 mètres sur 20, entourée d'une vaste pelouse. Succès garanti avec un record d'affluence (3.200 entrées) le 12 juin, canicule oblige. C'était… en 1976, deux ans avant que le dernier endroit où nager en plein air dans la capitale ne ferme : le solarium d'Evere, qui avait résisté plus longtemps que celui du Daring (Molenbeek) ou les bains (extérieurs) saint-gillois et anderlechtois.

Trente ans plus tard, à la veille de la fête nationale, Pascal Smet relance l'idée, avec le soutien de Freddy Thielemans. Bruxelles-les-Bains, c'est bien, mais les Bruxellois(es) méritent un espace aquatique digne de ce nom, pérenne, estime le secrétaire d'Etat socialiste. Qui pousse le dossier sur la table du gouvernement régional, le fait étudier, choisit un emplacement (le bassin Vergote, en bordure du Canal), annonce l'inauguration (2009). L'idée suscite, comme souvent avec le socialiste flamand, enthousiasme et scepticisme ; elle sera enterrée sous des arguments budgétaires (une bonne dizaine de millions), et politiques (« pas une priorité avec une météo aussi pourrie que la belge ») et régulièrement déterrée par l'opiniâtre mandataire.

La Ville prend la main

« Mais, aujourd'hui, ce n'est plus seulement un rêve, c'est aussi un besoin », insiste Benoît Hellings, échevin des Sports à la Ville de Bruxelles. Pour l'élu Ecolo, tout démontre la pertinence et la nécessité de doter la capitale d'une piscine à ciel ouvert. « Nous devons gérer la systématisation des vagues de chaleur. Améliorer la qualité de vie en ville, à cet égard, cela signifie garantir à tou(te)s les citoyen(ne)s un accès à l'eau, à une zone rafraîchissante. » En clair : les Bruxellois(es) ont droit à une zone aquatique digne de ce nom, pour ne plus être obligés d'aller la chercher à Blankenberge, ou à Hofstade. « C'est une des leçons très claires de cet été », souligne l'échevin des Sports, qui n'a pas attendu la canicule de ce mois d'août pour plancher sur le dossier. Quoi de plus logique, puisque l'accord de majorité PS-Ecolo-Défi promet noir sur blanc aux habitants de la Ville « l'implantation d'une piscine naturelle à ciel ouvert ».

Jouable ? Oui, a répondu sans ambiguïté le bureau d'études chargé d'explorer les différentes pistes. « Nous avons fixé quelques critères, précise Benoît Hellings. D'abord, nous voulons que ce soit un lieu accessible à tous. Avec des prix tout à fait raisonnables. » Pas question, donc, d'en faire un spot branché réservé à une élite. Mais bien de créer un site (géré par la Ville, qui possède déjà trois piscines), prisé par tous les Bruxellois(es), des plus jeunes aux plus âgés, des plus sportifs aux plus contemplatifs. Corollaire de cette volonté bien affirmée : le lieu doit être accessible en transports en commun. Il s'agit par ailleurs bien d'une piscine digne de ce nom, pas d'une pataugeoire ou d'un simple miroir d'eau.

Savez-vous que nous avons étudié une quarantaine de piscines à ciel ouvert en Europe, dont bon nombre situées bien au nord de Bruxelles ?

Benoit Hellings

« Nous voulons un bassin de cinquante mètres sur vingt, qui permette vraiment de nager », explique l'échevin des Sports. Dernière condition : l'espace doit être naturel, aéré, calme, et le rester. De la végétation à profusion, on n'est pas dans une version moderne d'Océade. La filtration sera du reste naturelle, ce qui suppose dès lors de disposer d'un terrain d'un hectare, pour créer un étang purifiant aux côtés de la piscine. Mission impossible, en terre urbaine ? Au contraire ! Les chercheurs ont identifié quatre emplacements possibles, dont deux sont intégralement propriété de la Ville (ce qui pourrait utilement accélérer la concrétisation du dossier, pas besoin de négocier un rachat éventuel) et parfaitement compatibles, selon les règles urbanistiques, avec une fonction sportive ou récréative.

La Ville a envoyé l'étude au gouvernement régional, pour lui proposer de construire ensemble cette piscine. « Nous allons rencontrer prochainement les ministres compétents », explique Benoît Hellings. Pour rappel, la déclaration de politique régionale prévoit que « l'exécutif soutiendra les projets permanents ou temporaires de piscines en plein air ». Il nous revient par ailleurs que Pascal Smet entendait remettre la piscine à l'ordre du jour à la rentrée. « Pour nous, ce qui compte, c'est que le projet se concrétise, nous espérons que notre étude le fasse avancer », complète Benoît Hellings. Qui ajoute : « Et si la Région ne le fait pas, la Ville s'en chargera. Et bien sûr, nous construirons ce projet avec les riverains. » Objectif : au (grand) plus tard en 2024, plutôt avant. Quid de la météo pourrie ? « Savez-vous que nous avons étudié une quarantaine de piscines à ciel ouvert en Europe, dont bon nombre situées bien au nord de Bruxelles ? », sourit Benoît Hellings.

20006619
magazine

Ce samedi
Passion des montres & bijoux
Au sommaire : Nos coups de cœur / Interviews de Jean-Marc Pontroué CEO Panerai et de Carlos-A CEO Bell & Ross / Les montres GMT / Les montres de plongée / Les bijoux Bigli / La ronde des bracelets / Les jolies serties / L'horlogerie et les métiers d'art / Les jeunes initiatives horlogères /…
Ce samedi, prenez le temps d'un magazine avec Le Soir.
LE SOIR
Repensons notre quotidien